



DGA Pôle Gestion des Ressources

Direction du Numérique, des Systèmes d'Information
et des Moyens Généraux

A Mamoudzou le 24/02/2021

Note

à l'attention du responsable chargé de la consultation
Couverture mobile à l'ARCEP

Affaire suivie par : Eric DECOMBE
Mel : eric.decombe@cg976.fr

Objet : Consultation ARCEP- Couverture mobile

De manière liminaire, il apparaît important au Conseil Départemental de Mayotte (CD 976 dans la suite du document) d'améliorer la fiabilité des cartes, notamment par exemple en croisant les données issues des mesures effectuées régulièrement sur le terrain avec les cartes de couverture fournies par les opérateurs.

Une plus grande fiabilité permettrait de mieux préciser les besoins en téléphonie mobile sur le territoire de Mayotte.

Sur les propositions de sites de l'ARCEP :

- 1) Le CD 976 estime qu'il serait plus pertinent de représenter les zones à couvrir sous forme de polygones plutôt que sous forme de points. Ceci aurait deux conséquences majeures :
 - Donner un périmètre précis de la zone à couvrir par les opérateurs
 - Ne pas donner à l'opérateur la possibilité de satisfaire à son obligation en ne couvrant qu'un ou plusieurs points de la zone.

A cet égard, le CD 976 rappelle qu'une proposition de zones avait déjà été transmise à l'Autorité :



2) Le CD 976 note que, concernant la RD2 et Mtsanga Saziley, les opérateurs auront l'obligation de couvrir ces zones sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires et de la possibilité d'accéder à des infrastructures équipés d'une alimentation électrique et d'un local d'hébergement.

En premier lieu, il apparaît que l'emplacement doit être mis à disposition par « l'Etat ou une collectivité territoriale ». L'ARCEP pourrait d'une part préciser ce qu'elle entend par « une collectivité territoriale », et d'autre part clarifier la répartition des tâches entre l'Etat et la collectivité territoriale, ceci dans le but d'une optimisation de la gestion du projet.

De plus, outre l'obtention des autorisations nécessaires, le CD 976 considère qu'une telle obligation fait peser des contraintes difficilement acceptables pour la « collectivité » :

- elle impose à la « collectivité » de trouver une parcelle qui puisse être mise à disposition des opérateurs : la « collectivité » n'est pas forcément compétente pour connaître à la place des opérateurs leurs différents besoins en la matière, besoins qui s'expriment notamment en fonction du design de leurs réseaux ;
- une parcelle viabilisée pourrait être une condition suffisante pour imposer aux opérateurs la couverture du site. En effet, l'alimentation électrique et le local d'hébergement sont des éléments d'ingénierie propres aux opérateurs ;
- l'ARCEP pourrait préciser ce qu'elle entend par « raisonnable » en parlant du loyer qui pourrait être versé par les opérateurs pour l'accès aux infrastructures mises à disposition.

Enfin, cette obligation circonscrit également l'obligation à la couverture de la zone par un seul site. En fonction des contraintes topologiques et réglementaires présentes sur les territoires, un seul site pourrait ne pas suffire à couvrir l'intégralité de la zone : une notion d'adaptation aux réalités du terrain pourrait dès lors être adoptée.



**La Directrice du Numérique, des Systèmes d'Information
et Moyens Généraux**


Faouzat MLI